

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 19 AVRIL 1998

N° 257

PRIX 4 FF



NON AUX LOIS

CHEVENEMENT

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire: Ouat-
tara tâte le terrain

Page 5
Sénégal: La deuxième
démission de Wade: du
cinéma!

Page 6
Rwanda: Les diri-
geants français cher-
chent à noyer leurs
responsabilités

Page 8
Il y a 150 ans,
l'esclavage était
aboli en France

Page
Cambodge: Mort d'un
ancien bourreau
nationaliste

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

IMMIGRATION

NON AUX LOIS CHEVENEMENT!

Ces derniers jours l'Assemblée nationale vient de voter et d'adopter par la majorité des députés les lois de Chevènement sur l'immigration.

Cela fait plus de six mois que ces lois sont discutées et rediscutées entre l'Assemblée nationale, le Sénat et les membres du gouvernement actuel. Cela fait plus d'un an et demi qu'un certain nombre d'immigrés soutenus par des associations et organisations politiques françaises protestent et réclament la régularisation de tous les sans-papiers.

Le gouvernement de gauche n'est pas mieux que celui de la droite sur le problème de l'immigration. Certes lors des élections législatives Jospin avait promis d'abroger les lois Pasqua-Debré, il avait même soutenu des manifestations contre ces lois. En fait ce n'était qu'une promesse électorale, tout de suite après, on a vu la couleur avec le projet de loi de Chevènement.

Globalement la nouvelle loi est peu différente de celle de Pasqua-Debré. Quelles sont les nouvelles dispositions ?

Tout d'abord il y a quelques petits changements. La loi sur la nationalité a certes changé. Elle est automatique pour les jeunes à partir de 18 ans. Le certificat d'hébergement nécessaire à la demande de visas d'entrée en France pour touriste, instauré par le gouvernement de gauche de Mauroy en 1982, est supprimé. Ne crions pas victoire. Il est remplacé par un autre document qui s'appelle " Attestation d' accueil ". On a juste changé le nom. Quant à l'obtention de ce document, il y a tout lieu de penser que cela demandera autant de démarche administrative que le certificat d'hébergement.

Par ailleurs on a créé de nouvelles catégories de cartes de séjour temporaires. C'est le cas de la carte "Vie privée et familiale" pour tous ceux qui résident en France depuis plus de dix ans, aux conjoints de français et parents d'enfants français. Il y a d'autres types de cartes comme pour les retraités, les artistes et les scientifiques qui séjournent en France etc.

En ce qui concerne le problème le plus important: la situation des sans-papiers, il n'y aura pas de régularisation pour tous. Mais seulement au cas par cas. Jusqu'à présent sur 150.000 demandes enregistrées seules environ 32.000 demandeurs ont eu un titre de séjour d'un an renouvelable, et un nombre équivalent ont leur demande refusée et sont sommés de quitter le territoire dans un délai d'un mois. Et les autres, c'est-à-dire les plus de 85.000 demandeurs, sont en attente. Il est probable que ces derniers risquent de recevoir des réponses négatives.

Alors devant une telle situation, des protestations s'expriment. Des sans-papiers avec des militants d'associations de

soutien procèdent à des occupations d'églises à Paris, en banlieue comme en province. Depuis quelques semaines une nouvelle forme de protestation a l'air de gêner le gouvernement. Des militants d'associations de soutien arrivent à convaincre des voyageurs de refuser de monter dans le même avion avec des sans-papiers qu'on expulse manu-militari.

Bien sûr les sans-papiers ont raison de lutter et de faire appel à tous ceux que cette situation révolte. Mais pour faire reculer le gouvernement sur le moindre décret de loi sur l'immigration, il est nécessaire d'engager une lutte plus importante. Une lutte qui mobilise non seulement les travailleurs immigrés mais l'ensemble des travailleurs de ce pays.

COTE D'IVOIRE

OUATTARA TATE LE TERRAIN

Depuis que l'ancien premier ministre Alassane Ouattara a annoncé son départ de la direction du FMI prévu pour l'année prochaine, afin dit-il de mettre son expérience au service de son pays, les journaux proches du PDCI sont dans tous leurs états.

Comme la prochaine élection présidentielle prévue pour l'an 2.000 n'est pas très loin et qu'Alassane Ouattara apparaît comme le candidat probable du RDR (Rassemblement des Républicains) dont il est le véritable dirigeant, le PDCI pense déjà aux moyens de l'écarter de la course présidentielle.

Une véritable campagne de presse est orchestrée contre lui. C'est "Le Démocrate", organe du PDCI et "Fraternité-Matin", quotidien gouvernemental qui donnent le ton aux autres journaux qui soutiennent le pouvoir. Par exemple, après avoir publié les photocopies des pièces d'identité qui seraient la preuve

que l'ancien premier ministre n'est pas ivoirien, ils ont lancé un appel à tous ceux qui pourraient apporter des témoignages allant dans le même sens.

Sur le même ton de haine ouvertement xénophobe, ces journaux proclament que " la Côte d'Ivoire n'est pas à brader à un étranger" ou que "Les Ivoiriens ne veulent pas d'un étranger comme président" ou encore qu'Alassane Ouattara "n'a qu'à aller se présenter au Burkina", etc.

Les partisans d'Alassane Ouattara répondent dans les journaux proches du RDR ou dans ceux d'opposition que celui-ci "est 100% ivoirien".

Dans cette querelle entre membres d'une même famille politique, les arguments tribalistes et xénophobes sont quotidiennement distillés comme du poison par les organes proches du PDCI. Tous ces gens qui passent pour des défenseurs

acharnés de la "patrie" ou de son "identité" baptisée "ivoirité" ne défendent absolument rien d'autre que leurs postes de rédacteurs en chef ou de DG et des avantages qui vont avec (argent, voitures, villas, etc.).

Cette campagne de presse est peut-être destinée à préparer les esprits pour justifier le maintien du code électoral alors que le



A. Ouattara, ancien 1er ministre de Houphouët

gouvernement s'est engagé à le réviser dans le sens d'un assouplissement. Selon ce code électoral, pour être candidat à la présidence, il faut avoir les deux parents ivoiriens de naissance et résider en territoire ivoirien sans interruption pendant les 5 ans précédant l'élection présidentielle.

Le maintien de ce code électoral rendrait donc irrecevable une candidature éventuelle d'Alassane Ouattara. En 1995, c'est pour obtenir le retrait de ce code électoral que le "Front républicain" (c'est-à-dire le FPI et le RDR) a organisé le "boycott actif". La répression a provoqué plusieurs morts et blessés ainsi que de nombreuses arrestations dont certaines victimes sont d'ailleurs condamnées à plus de dix ans de prison.

Si Alassane Ouattara se présentait à l'élection présidentielle et que sa candidature était démolie au moyen d'un arsenal juridique, une réédition d'un "boycott actif" ne serait pas impossible, soit par le Front républicain (s'il n'a pas volé en éclats entre-temps), soit par le RDR seul.

Les travailleurs et les pauvres auraient tort de soutenir les uns contre les autres. Aucun de tous ces gens ne défend les intérêts des pauvres. Bien au contraire. Ils ont tous une même politique, celle qui permet aux riches d'exploiter les pauvres toujours davantage. C'est ça que nous avons vu quand Alassane Ouattara était au pouvoir et c'est la même chose que nous voyons avec Bédié au pouvoir.

Faut-il le rappeler, quand Alassane Ouattara était au pouvoir, il continuait la même politique d'austérité que celle d'Houphouët Boigny: blocage des salaires, diminution de moitié des salaires des enseignants embauchés après octobre 1991, licenciements, etc. Quant à ceux qui prêtent une oreille attentive à la campagne xénophobe des journaux proches du PDCI et qui croient qu'une arrivée éventuelle au pouvoir d'Alassane Ouattara se traduirait par une arrivée massive des Burkinabés en Côte d'Ivoire, qu'ils se rappellent que c'est Alassane Ouattara qui a instauré le système des cartes de séjour que les ressortissants pauvres du CEDEAO (et donc des Burkinabés pauvres) sont obligés de payer.

C'est cette même politique d'austérité que poursuit Bédié, comme il en a donné un exemple en février dernier avec le licenciement de 10.000 petits employés de la Fonction publique.

Le PDCI de Bédié et le RDR de Ouattara sont deux branches d'un même arbre politique appelé "houphouëtisme", c'est-à-dire une politique au service des riches et

des exploitateurs.

Alors, les travailleurs, et d'une manière générale la population, n'auront rien à gagner en se rangeant derrière chacun des deux partis. Ils risquent d'être entraînés dans des affrontements dont ils ont au contraire tout à perdre - à commencer par leur vie que ces politiciens méprisent d'ailleurs.

Que ce soit Bédié qui garde le pouvoir ou Alassane Ouattara qui le

remplace, ils mèneront de toutes les façons une politique contre les travailleurs et contre les populations pauvres en général. Les travailleurs n'auront pas d'autre choix que celui de se battre pour revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail. Alors, ceux-ci ont tout intérêt à rester unis et à s'organiser pas seulement en de véritables syndicats revendicatifs et combatifs, mais aussi et surtout en un parti politique révolutionnaire.

SENEGAL

LA DEUXIEME DEMISSION DE WADE DU CINEMA !

Le 20 mars dernier, à huit semaines des élections législatives (prévues pour le 24 mai 1998) Abdoulaye Wade et les quatre autres ministres issus du même parti que lui, le PDS, ont démissionné du gouvernement où ils siégeaient aux côtés de Diouf depuis mars 1995.

Ce n'est pas un hasard si cette démission qui se veut fracassante a lieu à l'approche des législatives. Le PDS de Wade, en sortant du gouvernement veut se montrer comme une opposition par rapport au PS de Diouf. Il espère ainsi recueillir les voix des mécontents du régime. Une fois les élections finies, il pourra peut-être de nouveau postuler à un poste au gouvernement si le rapport de force lui est favorable. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que Wade agit de la sorte. Déjà en octobre 1992 il avait choisi de se séparer de l'équipe de Diouf qu'il avait intégrée un an plus tôt, en avril 1991. Il avait alors en vue les élections présidentielles et législatives de février 1993. Alors jamais deux sans trois?

Le prétexte officiel de cette dernière démission en date serait une "divergence politique" selon Wade. "Nous avons, dit-il, avalé trop de couleuvres". Mais il faut

croire que les couleuvres avalées ne tuent pas! Bien au contraire ça permet certainement de s'engraisser en obtenant des postes de sinécures. Si c'était indigeste, pourquoi donc avait-il réintégré le gouvernement après s'en être sorti le temps de finir l'échéance électorale?

A un journaliste qui lui demande si ce n'est pas par opportunisme qu'il quitte le gouvernement, Wade répond:



A. Wade, dirigeant du PDS

"Opportunisme ou pas, si cela doit me permettre de gagner les élections, où est le problème?...Je savais qu'en le quittant je gagnais entre 10 et 20% des voix..." Voilà

qui en dit plus long que tout un discours sur ses pseudo "divergences politiques" avec Diouf.

Depuis le 20 mars dernier Wade est donc de nouveau dans l'"opposition". Mais les travailleurs n'ont pas à faire confiance à un tel "opposant", à ce

politicien bourgeois pourri qui veut les tromper pour mieux recueillir leur vote. Diouf comme Wade sont des ennemis des exploités. Les seuls intérêts qu'ils défendent sont ceux des riches, des exploités, des bailleurs de fonds et des affameurs des peuples.

LE GENOCIDE RWANDAIS

LES DIRIGEANTS FRANCAIS CHERCHENT A NOYER LEURS RESPONSABILITES

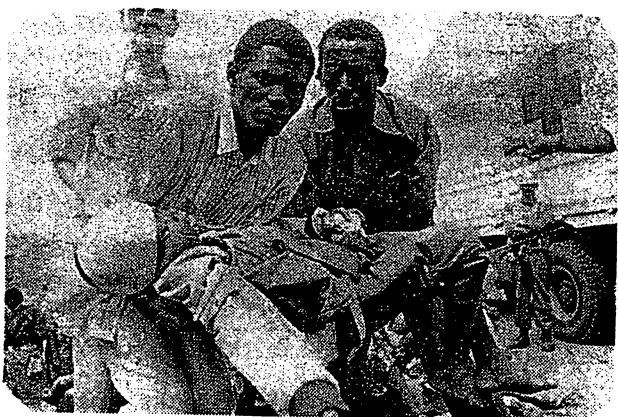
Quatre années après le début des massacres au Rwanda qui avaient fait entre cinq cents mille et un million de morts, les dirigeants des pays occidentaux, notamment la France, font maintenant semblant de mener une enquête pour

sur RTL: "Quand il y a eu des massacres épouvantables à partir du 6 avril 1994, la France a continué pendant cinq à huit jours à livrer des armes". Et de montrer, chiffres à l'appui les numéros d'immatriculation des missiles livrés.

On passe outre ces "révélations" pour créer, le 3 mars dernier une prétendue "mission d'information" sur le génocide au Rwanda conduite par Paul Quilès. Elle aura pour tâche d'interroger des anciens ministres des affaires étrangères, de la coopération, de la défense, etc. Quelle hypocrisie!

Cette soi-disant "mission d'information" sera plutôt destinée à masquer la vérité et les vraies responsables du génocide. Elle va tout au plus servir à trouver des boucs émissaires pour faire croire à l'opinion mondiale qu'il y a tout de même une "justice" en France.

Ce qui est certain, c'est que les dirigeants de l'impérialisme français qui avaient soutenu et armé la dictature en place au Rwanda à cette époque, ne seront pas du tout inquiétés. Voilà leur justice.



Un jeune blessé évacué par la Croix rouge

éventuellement "déterminer les responsabilités."

A ce sujet, Bernard Debré, ancien ministre de la coopération de novembre 1994 à mai 1995, sous le gouvernement de Balladur, a affirmé

TCHAD**UNE REPRESSION SANGLANTE
S'ABAT DANS LE SUD.**

Les quatre touristes français pris en otage le 3 mars dernier à Sarh par le docteur Nahor et ses partisans ont été retrouvés sains et saufs dans les grottes du mont Niellim par un commando des forces armées tchadiennes venues en renfort de Ndjaména. Cette libération s'est faite sans combat et sans effusion de sang, les ravisseurs ayant abandonné leurs prisonniers pour fuir.

Aujourd'hui, on ne sait toujours pas les mobiles de cet enlèvement mais les milieux politiques pensent que le docteur veut simplement faire parler de lui. Ex-étudiant en médecine à Amiens, dirigeant du Front Démocratique Populaire, un mouvement politique modéré d'opposition bourgeoise, reconnu, Nahor a voulu négocier directement avec les autorités françaises pour poser ses revendications. La rencontre n'a pas eu lieu, le gouvernement tchadien ayant plutôt opté pour l'épreuve de force.

Quelles que soient les raisons de ce rapt, on ne peut que condamner ce genre de méthode. Pourtant les otages sont libérés, tout s'est donc bien terminé. Mais pour le régime de Déby, il faut punir coûte que coûte le docteur Nahor, en fuite, et ses partisans. Faute de les retrouver, on s'en prend lâchement aux populations.

Une grande opération de ratissage a été organisée par les autorités pour arrêter tous ceux qui, de près ou de loin, ont des rapports avec les auteurs de l'enlèvement. On s'en prend d'abord aux parents, puis aux quartiers Kassai et Bégou de Sarh où habitent en majorité les communautés ethniques Niellim et Tounia notamment dont est issu le chef des ravisseurs. Plus d'une quarantaine

de personnes, vieux, jeunes, femmes, enfants ont été arrêtés et tabassés dans les locaux de la gendarmerie pour les faire avouer, on ne sait quel crime.

La terreur et la peur se sont installées dans cette ville. Un journal de la capitale Ndjaména raconte: "Pour échapper à la furie des forces gouvernementales (...) les jeunes Tounian, Niellim et Boua n'avaient d'autres choix que de quitter la ville de Sarh pour se réfugier dans les villages environnants". Certains n'ont pas fui, et ils narguent les autorités. Le même journal ajoute: "(...) une fronde est vite née parmi les jeunes du quartier Baguirmi organisés en comité d'auto-défense afin d'empêcher les patrouilles des forces gouvernementales de venir commettre des exactions dans leur quartier".

Pour les populations des autres villes du Sud, notamment Doba et Moundou, elles continuent à être prises entre deux feux: celui des rebelles des Forces Armées pour la République Fédérale (FARF) de Laoukein Bardé et les armées du dictateur Idriss Déby.

Rappelons l'un des massacres, et la terreur qui en a suivi: en octobre dernier, deux soldats du gouvernement ont été tués à Moundou. En représailles les forces armées du dictateur Déby ont attaqué le 30 octobre le poste de commandement des FARF situé dans un quartier populaire et massacré plus de 80 personnes, des civils pour la plupart. Les forces gouvernementales ont profité de l'occasion pour terroriser la population de cette localité qui n'a jamais caché son hostilité au régime sanglant de Déby.

Le rebelle Laoukein Bardé,

interrogé après cette attaque a déclaré: "l'objectif c'était de m'éliminer physiquement afin d'avoir les mains libres et exploiter le pétrole de la région. (...) Nous avons dit à l'époque à Esso qu'il faut compter avec nous si l'on veut l'exploitation du pétrole de Doba".

D'un côté, les rebelles, pour mettre les bâtons dans les roues du gouvernement, brûlent sur les routes les voitures administratives, les véhicules transportant des balles de coton. Mais ils s'en prennent également aux populations qu'ils rançonnent; ils attaquent les véhicules transportant des civils. Par exemple, le 26 février dernier, ils ont incendié une 504 Peugeot sur un axe routier près de Moundou, faisant six morts, dont deux brûlés vifs.

De l'autre, le gouvernement qui cherche à liquider toute résistance, terrorise en même temps les

populations qu'il accuse de complicité avec les maquisards de Laoukein Bardé et, depuis peu, avec le docteur Nahor.

Entre ces deux forces de répression, les populations du Sud ne savent où donner de la tête.

Une chose est certaine, le gouvernement veut "pacifier" tout le Sud du pays pour l'exploitation, en toute quiétude, du pétrole prévue pour l'an 2 000. Or à Sarh, les autorités craignent que d'autres foyers de rébellion n'éclatent, à l'exemple de celui de Nahor. Ce dernier est activement recherché par le régime qui veut sa peau. A Doba et Moundou, le gouvernement cherche à liquider Bardé et ses partisans, éparpillés dans le maquis, entre ces deux localités.

En clair, la tension dans le Sud sent bien une odeur de pétrole.

IL Y A 150 ANS, L'ESCLAVAGE ETAIT ABOLI EN FRANCE

Il y a 150 ans, le 27 avril 1848, le Sous-Secrétaire d'Etat aux colonies françaises, Victor Schoelcher, signait le "décret d'émancipation des esclaves". La célébration de ce 150ème anniversaire sera l'occasion pour les représentants de l'Etat français et les politiciens de prononcer des discours sur les "principes des droits de l'homme", sur la "démocratie républicaine". Ils verseront probablement quelques larmes hypocrites, présenteront des excuses et feront même de la repentance comme c'est à la mode de nos jours, sur la tragédie qu'ont subie des millions d'esclaves durant cette période de la traite négrière qui a duré des siècles et qui a permis, notamment à la bourgeoisie française, d'amasser fortune et à son Etat de devenir une puissance impérialiste.

Cette date du 27 avril est

abusivement présentée comme le 150ème anniversaire de l'"abolition de l'esclavage". Il ne s'agit en réalité que de son abolition par la France. Rappelons qu'en Angleterre elle le fut 15 années plus tôt qu'en France; aux Etats-Unis ce fut en 1865 après la guerre de sécession; à Cuba en 1886 et au Brésil en 1888 seulement. A Saint Domingue (actuellement Haïti) grâce à l'insurrection victorieuse des esclaves qui a abouti en 1804 à l'indépendance de ce pays par rapport à la France, l'esclavage y a été aboli depuis cette date.

Si à cette date précisément, la France avait décidé de mettre fin à cette pratique, ce n'est pas parce que brusquement la morale et l'"esprit des droits de l'homme" auraient fini par l'emporter sur "le commerce honteux" bafouant la dignité humaine. Non, en aucun cas l'abolition de l'esclavage par la

France ne fut octroyée, pour la bonne conscience. Il n'y a pas qu'une seule cause à cette abolition mais un ensemble de causes conjuguées. L'une d'elle est économique, l'esclavage entrant en contradiction avec l'essor du mode de production capitaliste. Historiquement la fin de l'esclavage correspondait aux intérêts de la bourgeoisie industrielle française qui prédominait suite à la



Une scène de razzia

révolution industrielle. Mais c'est l'intervention des masses populaires, celle des ouvriers à Paris et celle des esclaves dans les Antilles françaises qui ont permis de mettre fin à la traite des esclaves en France.

La société française couvait en effet une révolution. Celle-ci éclata en février 1848. L'insurrection des ouvriers et des étudiants à Paris a fini par renverser le régime de Louis Philippe. Les années et les mois qui précédent voient se produire en Martinique et en Guadeloupe des révoltes incessantes d'esclaves. L'état d'esprit des esclaves est quasi insurrectionnel et la peur gagne dans les camps des maîtres et de l'administration coloniale. Lorsque la nouvelle de la révolution de février et de l'abdication de Louis Philippe parviennent aux oreilles des esclaves antillais près

d'un mois plus tard, la situation devient quasiment explosive. C'est ainsi que le 27 avril, sous la menace d'une explosion dans ses colonies des Antilles, le régime issu de la révolution de février signera le décret de l'abolition de l'esclavage. Quelques jours plus tard, au mois de mai 1848, une insurrection éclate en Martinique tandis qu'en Guadeloupe la situation était pré-insurrectionnelle.

Aujourd'hui 150 ans après, on ne peut pas dire que l'esclavage a complètement disparu de la terre. Tout récemment encore des militants membres d'associations anti-esclavagistes ont été emprisonnés en Mauritanie pour avoir osé dire et témoigner de l'existence de l'esclavage dans ce pays qui ne l'a aboli officiellement qu'en 1980. Combien sont de nos jours, de part le monde, des hommes, des femmes et des enfants qui vivent les conditions de l'esclavage qui n'ose pas dire son nom ? Le chiffre de 200 millions est avancé par une association qui s'occupe en France de venir en aide aux enfants et aux jeunes filles dont une partie proviennent de l'Afrique et qui vivent en état de captivité chez leurs "maîtres" dont la plupart sont membres des ambassades.

Des enfants, même pas sortis de l'adolescence sont "employés" dans les mines, dans les champs, les ateliers de tissages ou dans les industries pour y accomplir les tâches les plus dangereuses. Certains y laissent leur vie pour enrichir les propriétaires sans scrupule. C'est le visage du capitalisme à l'aube du 21ème siècle. C'est ce même capitalisme qui est responsable de la misère dans le Tiers-Monde, qui affame les peuples des pays pauvres et qui produit le chômage et la mendicité jusqu'au coeur des métropoles impérialistes.

La barbarie de la traite négrière a certes disparu mais pas la barbarie tout court. Elle a à peine changé de forme. Et elle reste

à abolir.

Aujourd'hui un certain nombre d'associations africaines et antillaises proposent de quémander auprès des puissants du monde pour qu'ils reconnaissent enfin la traite négrière comme "un crime contre l'humanité", comme le "plus grand génocide que la terre ait connu". Mais là n'est pas le vrai combat. Car quand bien même les dirigeants de ce monde le feraient cela ne changerait pas grand chose. Bill Clinton a tout récemment versé une larme à l'île de Gorée et présenté ses "excuses". Cela a-t-il changé la politique de l'impérialisme américain d'un iota par rapport à l'Afrique et à l'ensemble du Tiers-Monde ? Pas du tout. Ça ne lui coûte rien. Bien au contraire c'est un geste qui lui permet de s'offrir sans aucun frais l'image de "généreux" et de redorer son blason.

La tâche de ceux qui veulent réellement que l'humanité change radicalement de visage et ne permette plus jamais la possibilité d'un génocide, d'un crime contre l'humanité, de quelque barbarie qu'elle soit, c'est de chercher le remède par la racine et non se contenter de quelques reconnaissances. Nos intellectuels et nos petits bourgeois si friands de reconnaissance de la part des puissants de ce monde ne veulent pas en réalité combattre le système

capitaliste qui est à la base de cette barbarie qui continue jusqu'à nos jours, sous leurs yeux. Leur rêve à eux, c'est de profiter eux aussi de cette société d'exploitation de l'homme par l'homme. Ce qu'ils rejettent ce sont uniquement les aspects les plus abjects de la barbarie capitaliste. Ils voudraient un "capitalisme à visage humain" où les droits des uns et des autres soient reconnus, où l'on puisse avoir le droit de tirer profit du travail d'autrui mais sans bafouer sa dignité. Ils voudraient concilier en fait le droit d'avoir des privilèges et celui d'avoir en plus la bonne conscience. Qu'ils cherchent. D'une manière où d'une autre ils seront les complices directes ou indirectes de la bourgeoisie.

Quant à ceux qui sont sincèrement pour qu'existe sur cette terre une société plus humaine, où chacun puisse vivre dans la dignité, où personne ne pourrait opprimer ni exploiter personne, où toutes les richesses, toutes les connaissances soient mises au service de l'ensemble de habitants pour que chacun puisse vivre décemment, ils devraient plutôt chercher ailleurs. C'est la voie des révolutionnaires communistes, de ceux qui veulent aider les exploités à s'organiser pour renverser le système sur lequel repose la bourgeoisie.

CAMBODGE

MORT D'UN ANCIEN BOURREAU NATIONALISTE

Pol Pot l'ancien dictateur sanguinaire du Cambodge serait mort. Ce chef des Khmers Rouges a été au pouvoir entre avril 1975 et janvier 1979. Durant son pouvoir, près de deux millions de personnes, essentiellement des habitants des villes ont été exterminés.

UN PEU D'HISTOIRE

Le Cambodge faisait partie de

l'Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge). Cette région a été colonisée par la France par étapes successives à partir de la deuxième moitié du siècle dernier. Les colonisateurs y mettent en place un véritable empire financier par l'intermédiaire de la Banque d'Indochine qui détient le monopole de l'émission du Piastre, une monnaie indexée sur le franc français.

Les premières victimes de la colonisation furent les paysans. Ils ont été dépossédés de leurs lopins de terre par les colons. La colonisation transforma un grand nombre d'entre eux en vagabonds qui se déplaçaient au gré des saisons entre les villes et les campagnes. Le riz, principale ressource du Cambodge mais aussi de toute l'Indochine partait par bateaux entiers vers la France. Le pire résultat de cette politique coloniale fut la grande famine de 1944.

Lorsque l'industrie automobile prit son essor en Occident, l'exploitation de l'hévéa pour l'exportation du caoutchouc fut sans doute le secteur le plus lucratif de l'économie coloniale en Indochine. Après la première guerre mondiale, les colonialistes ont développé le pillage du sous sol. Des dizaines de milliers de personnes travaillaient de douze à quatorze heures par jour dans les mines de charbon appartenant aux colonialistes. Par ailleurs les impôts très lourds tels que la capitation et l'impôt de corvée furent ponctionnés sur une population exsangue.

La lutte pour l'indépendance commença au Vietnam. C'est le pays le plus riche et le plus important de l'Indochine: 60 millions d'habitants contre 7 millions au Cambodge et 3 millions au Laos. Elle fut dirigée par le Parti Communiste soutenu par l'URSS. La guerre contre les puissances impérialistes a commencé dès la fin de la deuxième guerre mondiale: contre les Français jusqu'en 1954, ensuite contre les Américains jusqu'en 1973. Le Vietnam et le Cambodge étaient devenus des pays sinistrés et le sont jusqu'à nos jours. Formellement le Cambodge est indépendant depuis 1954. Mais les grandes puissances s'étaient entendues pour mettre à la tête du pays le prince Sihanouk, un descendant d'une dynastie précoloniale. Ce dernier était arrivé au pouvoir après avoir pratiqué un "jeu de balance" en

s'appuyant tantôt sur les Américains, tantôt sur le FNL vietnamien et la Chine. Il fut destitué du pouvoir par Lon Nol, un fantoche propulsé par les militaires américains. La résistance cambodgienne s'accrut, et les Khmers Rouges dirigés par Pol Pot prirent le pouvoir en 75. C'étaient des nationalistes réactionnaires qui ont vidé de force les villes. Des miliciens et mêmes des gamins faméliques ont été enrôlés par des commissaires politiques. Ils faisaient régner la terreur parmi les citoyens.

UN "SALAUD UTILE " POUR LES IMPERIALISTES

En 1979 l'armée vietnamienne envahit le Cambodge. Pol Pot se réfugie dans la jungle de l'Ouest et depuis là il se refait avec l'aide chinoise... mais aussi la bienveillance occidentale. Les puissances occidentales ne sont pas très regardantes lorsque leurs intérêts le dictent. Leur ennemi d'hier était devenu dans les années 80 leur "ami" car il combattait la mainmise de Hanoï. Le Vietnam était alors considéré comme l'ennemi principal. Le génocidaire Pol Pot était du coup protégé par le régime thaïlandais voisin, ami des USA. Ainsi les Khmers Rouges bénéficiaient d'une certaine mainmise sur les camps de réfugiés placés le long de la frontière. Tout ceci ne pouvait se faire sans l'aval des USA.

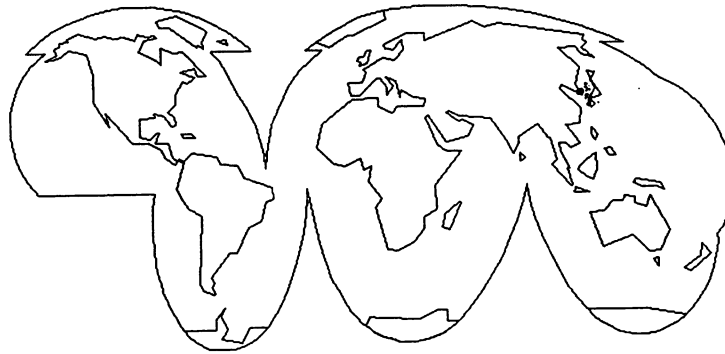
POUR UNE FEDERATION DES ETATS DE L'ASIE DU SUD-EST

Les rivalités nationales entre les différents peuples de l'Indochine sont la conséquence du nationalisme au nom duquel ces peuples ont combattu l'impérialisme. C'est aussi le résultat du pillage colonial et des divisions entretenues entre les peuples par les puissances coloniales. Si la lutte de libération avait été dirigée par un véritable parti communiste internationaliste, une

fédération des peuples de l'Indochine aurait peut-être pu voir le jour. Dans un tel cadre, il aurait été possible de mettre en commun contre l'impérialisme, non seulement les ressources de l'Indochine mais peut-être aussi celles de toute l'Asie du Sud-Est. Le renforcement des liens entre les peuples de cette région ne pouvait se faire que si la lutte de libération était placée sous la bannière d'une organisation

prolétarienne. Aujourd'hui les peuples d'Indochine payent le prix du morcellement de cette région en Etats non viables à directions nationalistes. Ils n'échappent ni au pillage des classes dirigeantes locales ni mêmes à celles des grandes puissances contre lesquelles ils ont pourtant combattu durant trente ans d'une guerre meurtrière dont ils n'ont pas fini de payer le prix sous forme de misère et de dictature.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.